Communauté de Communes Touraine Val de Vienne
**Procès-verbal Conseil communautaire, au Cube,
du lundi 21 novembre 2022 à 18H30**

Etaient présents :

M. MOREAU Serge, Mme GAUCHER Claudine, Mme LECLERC Claudine, M. DEVYVER Patrick, M. REDUREAU Jean-Claude, Mme ROCHER Aurélie, M. DUBOIS Philippe, M. PIMBERT Christian, M. SALLÉ Nicolas, M. LEGROS Jean-Jacques, M. CAILLETEAU David, M. TALLAND Maurice, Mme BECEL Ghislaine, M. THIVEL Bernard, Mme VIGNEAU Nathalie, M. LAURENT Patrick, M. ROY Jean-Jacques, M. BRUNET Thierry, Mme VOISINE-BRAULT Mélina, M. CHAMPION-BODIN Théo, M. DURAND Olivier, Mme MORIN Françoise, Mme RIDOUARD Marylène, M. DUBOIS Alain, M. LIBEREAU Franck, M. MARTEGOUTTE Etienne, M. AUBERT Michel, M. NAUDEAU Philippe, M. BONNIN Jean-Luc, Mme BOULLIER Florence, M. LIARD François, M. CHAMPIGNY Michel, Mme VACHEDOR Claire, Mme BOISQUILLON Christine, M. d'EU Samuel, Mme RICHARD Annaïck, M. BENOIST Patrick, M. CORNILLAUD Jacky, Mme ARNAULT Nadège, M. ALIZON Christophe, M. BIGOT Éric

Etaient absents :

M. BLANCHARD Pascal, M. DERNONCOUR Mark remplacé par M. LEGROS Jean-Jacques, M. LE FUR Claude remplacé par Mme BECEL Ghislaine, Mme WILMANN-THIVAUD Brigitte, M. DE LAFORCADE François, Mme PENAUD Sandra, Mme PARENT Annabelle remplacée par M. LAURENT Patrick, M. FOUQUET Claudy remplacé par Mme VOISINE-BRAULT Mélina, Mme SENNEGON Natalie, M. DANQUIGNY Pierre-Marie, M. DESBOURDES Francis, M. POUJAUD Daniel, M. RAINEAU Laurent remplacé par M. BONNIN Jean-Luc, Mme DECOURT Natacha, M. BOST Yvon-Marie, Mme QUERNEAU Naouël, M. ALADAVID Lionel, M. MERLOT Fabrice remplacé par M. BENOIST Patrick

Pouvoirs :

M. BRISSEAU Daniel à M. REDUREAU Jean-Claude, Mme JUSZCZAK Martine à Mme ROCHER Aurélie, Mme BREANT Liliane à M. CHAMPION BODIN Théo, Mme BACLE Véronique à M. AUBERT Michel, M. URSELY Frédéric à Mme VACHEDOR Claire

M. CHAMPION-BODIN Théo a été désigné secrétaire de séance

Ordre du jour :

- 1) Validation du PV du Conseil communautaire du 19/09/2022..... 3
- 2) SMICTOM : Rapport d'activité 2021 3
- 3) Budget OM : DM n°2 5
- 4) SMICTOM : dérogation à l'obligation de désignation au scrutin secret des délégués..... 6
- 5) SMICTOM : Modification des délégués 6
- 6) Partage du produit de la Taxe d'Aménagement communale 7
- 7) Attributions de compensation définitives 2022 9
- 8) Budget général : DM n°8 en fonctionnement 9
- 9) Budget général : DM n°9 en fonctionnement 10
- 10) Budget général : DM n°10 en fonctionnement 11

11) Budget général : DM n°11 en fonctionnement	12
12) Budget général : DM n°12 en fonctionnement	12
13) Budget général : DM n°3 à 7 en investissement	13
14) Passage à la nomenclature comptable M57	14
15) Abattoir de Bourgueil : Participation rachat matériel	15
16) Compte rendu annuel à la Collectivité 2021 de la SET	16
17) Participation de Draché à l'EMI	17
18) Financement du projet « achèvement de la piste cyclable communautaire des Passerelles à la gare de Noyant-de-Touraine »	17
19) Projet d'extension de la MSP du Bouchardais : intégration à la PPI	18
20) Remboursements de charges exceptionnelles aux MSP	20
21) DSP Camping de Marcilly.....	20
22) Gîte Ligré : avenant 1 convention de prestation de services	21
23) Modification du tableau des emplois.....	22
24) Questions et informations diverses.....	23

1) Validation du PV du Conseil communautaire du 19/09/2022

Le PV du Conseil communautaire du 19/09/2022 a été joint en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation.

**Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité**

- **APPROUVE** le PV du Conseil communautaire du 19/09/2022

2) SMICTOM : Rapport d'activité 2021

Monsieur MASSARD, Président du SMICTOM, et Mme DEGRAVE, vice-présidente, présentent le rapport d'activité 2021 joint en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation.

M. MASSARD indique que les communes de Langeais, Mazières, Saint-Mars la Pile vont quitter le SMICTOM en 2023. La commune de Chouzé sur Loire intégrerait le SMICTOM.

En 2021, il y a eu encore la crise du COVID 19 mais le fonctionnement a été relativement peu impacté. L'AMO pour les projets des déchetteries a démarré, avec la réalisation de l'état des lieux et du programme de maîtrise d'œuvre.

Le volume des sacs noirs est passé de 15 981T en 2019 à 16 071T en 2021. Il faut encore faire des efforts. Le poids des sacs jaunes a été plus élevé en 2021. En 2023, le tri sera modifié en raison de la loi qui s'appliquera sur tout le territoire national. On diminuera le poids des sacs noirs mais on augmentera l'emballage à trier. Au final, le ratio par habitant a malheureusement augmenté ainsi que le tonnage global. Moins il y aura de kilos dans les sacs noirs, moins cela coûtera cher pour les traiter.

Sur les performances du tri, elles continuent à augmenter, sauf pour les papiers.

La collecte sélective augmente progressivement et c'est positif.

Pour la collecte, la consommation de carburant n'augmente pas car il y a eu une rationalisation avec la mise en place des points de regroupement mais la hausse du carburant a atténué les économies.

Le territoire est le seul avec la métropole à avoir un centre de tri en Indre et Loire. Il peut traiter 8 500T mais dans la réalité, il ne traite que 4 000 à 4 500T, car il est aujourd'hui en fin de vie. Sa modernisation n'est pas viable, pas rentable. Il est condamné à brève échéance. A partir de 2023, il y aura seulement le centre de tri départemental en fonctionnement. Dans le tri, il y a une partie non valorisable - quand les gens se trompent - et qui coûte cher puisqu'il a représenté 23,6%.

L'UVE est très ancienne puisqu'elle a bientôt 40 ans. Elle a traité, en 2021, 17 000T pour une autorisation de 23 000. C'est une marge de sécurité. Mise aux normes très régulièrement, l'air rejeté est de très bonne qualité. L'incinération produit de la chaleur, de la vapeur, des mâchefers et des résidus d'épuration de fumée. La vapeur produite est utilisée pour le fonctionnement de l'UVE et pour chauffer l'hôpital. Les mâchefers sont utilisés en sous-couche routière. L'UVE peut être poussée jusqu'en 2025, moyennant des travaux d'entretien mais l'augmentation de la TGAP incite à l'utiliser le plus longtemps possible. Courant 2023, une étude sera réalisée pour étudier sa prolongation au-delà. A l'avenir, il pourrait y avoir la construction d'une nouvelle UVE avec une capacité de 40 000T, en complément d'une installation sur la Métropole.

Le compostage domestique est un excellent moyen de diminuer les volumes. Cette mesure sera développée le plus possible.

Les déchetteries, du territoire de la CCTVV ont recueilli en 2021 plus de déchets que l'année précédente, hormis le bois dont la méthode de tri a été modifiée. C'est la seule CC qui est en forte progression et qui représente des coûts de traitement plus élevés. Normalement, les nouvelles déchetteries pourront accueillir tous les déchets dangereux DDS, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Le total de la valorisation des déchets du SMICTOM a représenté 76,7% en 2021.

Les brochures distribuées par la Poste doivent être séparées des publicités et M. MASSARD invite les élus à le signaler si ce n'est pas le cas.

M. MASSARD présente ensuite les évolutions du service. Le règlement de collecte est en cours d'actualisation. Une communication importante sera lancée en 2023 sur les nouvelles consignes de tri. Il y a deux mois, le SMICTOM a adhéré au syndicat Touraine Propre dans la mesure où le syndicat a été chargé par le département et la Région de trouver la solution dans les années qui viennent pour le traitement des déchets. Pour les déchetteries, une maîtrise d'œuvre a été retenue. Les déchetteries qui ne pourront pas être remplacées seront modernisées pour accueillir un maximum de flux. Le compostage sera poursuivi. Des campagnes de récupération de pneus ont été lancées. Le financement du service s'effectue via la contribution à l'habitant. Malheureusement, le coût à l'habitant va augmenter. Pour les déchetteries, le coût moyen par habitant pour la CCTVV est le plus élevé du SMICTOM, sachant que les habitants utilisent plus les déchetteries. La modération des coûts passera par la limitation de la production de déchets et l'amélioration du tri.

M. MASSARD indique qu'à partir de janvier, il n'y aura plus de sacs jaunes pour les points de regroupement. Les habitants déposeront leurs déchets directement dans les poubelles. On met ainsi 30, voire 40% de plus en volume dans les poubelles. Le nettoyage des bacs est effectué deux fois par an.

Mme ARNAULT indique qu'à Theneuil, la commune est en points de regroupement sur tout son territoire et s'était opposée à la suppression des sacs jaunes car cela pénalisera les habitants.

M. MASSARD rappelle que ce nouveau système est mis en place pour optimiser les tournées. On collecte plus de déchets dans un grand bac jaune de regroupement que dans un sac posé sur les poubelles. Les bacs noirs ont été mis gracieusement à la disposition des habitants, ce qui a représenté un coût de 1,5M€. La priorité aujourd'hui est de moderniser les déchetteries mais pas de fournir des bacs jaunes individuels dans l'immédiat. Tout cela nécessite pour le SMICTOM de dégager des recettes pour le financer.

M. DUBOIS Philippe demande si les communes pourront bénéficier de collectes de pneus au même titre que les habitants.

M. MASSARD indique que la collecte des pneus perdurera mais qu'à l'avenir, les déchetteries seront à même de les accueillir.

Mme MANSION-BERJON rappelle que la question a été posée aux élus en juin dernier. Compte-tenu de la dépense supplémentaire non prévue dans le budget 2022, il fallait alors davantage augmenter la redevance. Le choix a alors été fait de ne pas solliciter de collecte de pneus pour les communes en 2022, mais de le prévoir au BP 2023.

M. DUBOIS souligne qu'un tonnage important de ferraille disparaît dans les déchetteries

Mme DEGRAVE indique qu'il y a aussi des problèmes de détérioration. Les nouvelles déchetteries seront équipées de clôtures électriques.

M. MASSARD précise qu'aucun habitant de la CCTVV n'est à plus de 12 km d'une déchetterie, ce qui représente un fort maillage.

M. CHAMPIGNY souligne que les habitants ne bénéficient plus de la distribution de sacs noirs, qu'ils trient leurs déchets mais que le coût augmente toujours en moyenne de 10%. Il demande si des pistes d'économies pourront être trouvées dans une perspective de 10 ans.

M. MASSARD rappelle que les contributions ont été augmentées de 5% l'année dernière. La CCTVI a augmenté de 20%, le SMIPE de 70%. Il y a des énormes augmentations partout. Le SMICTOM bénéficie d'un certain nombre d'années de gestion prudente, qui permet de disposer de ressources utiles à absorber des coûts supplémentaires et à contenir les hausses de prix. On demande des efforts aux habitants mais on ne peut pas dire que le service leur coûtera moins cher. On peut seulement leur dire qu'ils paieront plus cher s'ils trient moins bien.

Mme VIGNEAU demande comment sont envisagés les travaux de la déchetterie de l'Île Bouchard, sachant qu'elle connaît une forte fréquentation.

Mme DEGRAVE indique que le maître d'œuvre propose d'étendre les services de la déchetterie au même titre que les autres tout en restant sur l'emplacement actuel. L'espace sera optimisé et reconsidéré. Les vice-présidents à l'environnement de chaque communauté de communes seront associés à la réflexion sur les déchetteries. Les mairies des communes d'implantation seront aussi associées.

M. ALIZON demande si un particulier peut se munir de son propre bac pour les sacs jaunes.

M. MASSARD indique que tous les bacs distribués sont paramétrés et pucés avec le véhicule. Ceci empêche d'utiliser les bacs personnels des habitants.

M. PIMBERT souligne qu'il revient aux élus d'avoir un discours de transparence et de présenter les faits. Il faut éviter de débiter des solutions toutes faites mais non évaluées et difficile à mettre en oeuvre.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **APPROUVE** le rapport d'activités 2021 du SMICTOM

3) Budget OM : DM n°2

Il convient de voter une décision modificative de crédits n°2 au budget annexe Ordures Ménagères, en fonctionnement, au vu des besoins suivants :

1 261,42 € correspondant à l'amortissement de l'immobilisation n°26, bureaux, fauteuils et caissons des agents OM, qui n'ont pas été prévus au budget.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **APPROUVE** la décision modificative de crédits n°2 au Budget annexe 2022

Section d'investissement :*Dépenses d'investissement :*

Chapitre 21, compte 2184, mobilier : + 1 261,42 €

Recettes d'investissement :

Chapitre 040, compte 28184, amortissement mobilier : + 1 261,42 €

Section de fonctionnement*Dépenses de fonctionnement :*

Chapitre 67, compte 673, titres annulés sur exercices antérieurs : - 1 261,42 €

Chapitre 042, compte 6811 : + 1 261,42 €

dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles

4) SMICTOM : dérogation à l'obligation de désignation au scrutin secret des délégués

L'article 236 de la loi 3DS a apporté une modification dans la désignation des délégués au sein d'un syndicat mixte sans recourir au scrutin secret. En effet, « *L'organe délibérant d'un EPCI peut décider à l'unanimité de ne pas procéder aux nominations des délégués au sein d'un syndicat mixte fermé par scrutin secret (article L. 5711-1 du CGCT).* »

Le Conseil communautaire,**Après en avoir délibéré, à l'unanimité**

- **APPROUVE A L'UNANIMITE** la nomination de délégués afin d'éviter de procéder aux nominations des délégués au sein du SMICTOM du Chinonais par scrutin secret.

5) SMICTOM : Modification des délégués

Les membres du SMICTOM ont été élus lors du Conseil communautaire du 27 juillet 2020.

Suite à la démission de Madame Céline HURET (titulaire-Brizay), Monsieur Philippe BOURC'HIS (Brizay) propose sa candidature. Également, Madame Sandrine BOURDEAU (Brizay) se propose ainsi candidate pour remplacer Monsieur Philippe BOURC'HIS en tant que déléguée suppléante.

Le Conseil communautaire est invité à :

- **ELIRE** les nouveaux délégués du SMICTOM.

COMMUNE	NOM titulaire	NOM suppléant
ANTOGNY LE TILLAC	DABILLY Patrice	LACOMBE Dominique
ASSAY	MANGIN Ghislaine	FORTET Angélique
AVON LES ROCHES	DELEPINE David	GIRARD Sandrine
BRASLOU	CALLOC'H Marlène	LECLERC Claudine
BRAYE SOUS FAYE	POTHIN Jean-Pierre	BERTON Céline
BRIZAY	BOURC'HIS Philippe	BOURDEAU Sandrine
CHAMPIGNY SUR VEUDE	COUVREUX Alain	SAVATON Thierry
CHAVEIGNES	MARECHAUX Pascal	LAMBESEUR Raymond

CHEZELLES	LAMBROU Jean-Jacques	DECHEZELLES Alexandre
COURCOUE	BROTIER Marie-Rose	SALLE Nicolas
CRISSAY SUR MANSE	LEGROS Jean-Jacques	LANDIER Jany
CROUZILLES	VOISIN Bruno	VOISIN Jean-Claude
FAYE LA VINEUSE	LAHAYE Frédéric	CAHAN Stéphane
L'ILE BOUCHARD	GENNETEAU Jean-Marie	MERCIER Stéphane
JAULNAY	BUFFETEAU Simon	MERE Christian
LEMERE	TERRIEN Sylviane	BRISSEAU Noé
LIGRE	BRUNET Michel	MAUNOIR Josseline
LUZE	LAURENT Patrick	KERJOANT Gildas
MAILLE	SAULNIER Pascale	MOREAU Lilian
MARCILLY SUR VIENNE	VANDENDORPE Benoît	SOUBISE Mathieu
MARIGNY MARMANDE	ANDRAULT Dominique	PLANTIN Gérard
NEUIL	SENEGON Natalie	GYLPHE Dominique
NOUATRE	AUTAN-FERNANDES Carlos	DUBOIS Christophe
NOYANT DE TOURAINE	FORGEON Michel	OLIVIER Marie-France
PANZOULT	CAMON Isabelle	RIPAUD-CADIOU Julia
PARCAY SUR VIENNE	BASSET-CHERCOT François	TETRAULT Magali
PORTS SUR VIENNE	POUJAUD Daniel	VAN DE WIELE Bruno
POUZAY	DELATTRE Arnaud	MORIN Françoise
PUSSIGNY	BONNIN Cyrille	ELIOT Samuel
RAZINES	BOURDILLEAU Jonathan	LIBEREAU Franck
RICHELIEU	BACLE Véronique	MARTEGOUTTE Etienne
RILLY SUR VIENNE	RAINEAU Laurent	BONNIN Jean-Luc
SAINT-EPAIN	LATOUCHE Karine	LIARD François
SAINTE MAURE DE TOURAINE	BOISQUILLON Christine	BELLIARD Michel
SAZILLY	BENOIST Patrick	MONTIER Dominique
TAVANT	LEVILAIN Anne-Sophie	TRAVAILLARD Yves
THENEUIL	MOREAU Yves	MORON Silvere
LA TOUR ST GELIN	BECCEL Ghislaine	BESNARD Dominique
TROGUES	VOISINET Yolande	BOURNIGAULT Denis
VERNEUIL LE CHATEAU	SKERSOBOLSKI André	MECHIN Laurent

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- ELIT les nouveaux délégués du SMICTOM tels que cités ci-dessus.

6) Partage du produit de la Taxe d'Aménagement communale

Monsieur MOREAU expose les dispositions de l'article 109 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 rendant obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2022 le **versement total ou partiel du produit de la part communale de la taxe d'aménagement**.

Ce versement est réalisé à l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre, **compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la commune, de leurs compétences**, dans les conditions prévues par **délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale**.

Le diaporama, joint en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation, sera présenté ainsi que la proposition suivante de la commission « Finances, économie et développement rural » du 18/10/2022 (compte rendu joint en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation)

Vu que « tout ou partie de la taxe perçue par la commune est reversé à l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI), **compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences** dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale » (article L 331-2 du code de l'urbanisme),

Vu les compétences de la Communauté de Communes,

Vu le nombre d'équipements communautaires installés dans chaque commune, indiqué dans le tableau joint en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation.

Il est proposé le partage suivant du produit de la taxe d'aménagement communale à **partir de 2022** :

Nombre d'équipements communautaires sur la commune	Fraction communautaire du produit de la taxe d'aménagement communale
1 équipement (PLUi)	1%
De 2 à 4 équipements inclus	5%
5 équipements et +	10%

Soit un reversement, par exemple, selon les simulations sur l'année 2021, de 6 010.06 € / 104 514 € de produit de taxe d'aménagement 2021. Les chiffres 2022 ne sont pas connus à ce jour par la CCTVV.

Si cette proposition est approuvée, les communes devront à leur tour prendre une délibération concordante, signer la convention correspondante et prendre une DM pour inscrire cette nouvelle dépense obligatoire.

Les membres du Bureau ont émis un avis favorable sur cette proposition de partage du produit de la taxe d'Aménagement communal.

M. PIMBERT indique que le partage de la taxe à effectuer n'est pas basé sur un taux ou un pourcentage mais sur une partie du produit. En comparaison avec d'autres territoires, le produit total de la taxe est relativement faible.

Mme MANSION-BERJON reprend le diaporama qui a déjà été présenté. Le calcul de la taxe d'aménagement s'effectue par une valeur annuelle au m² de surface définie par un arrêté, multiplié par le nombre de m² créés. Le résultat donne la base fiscale qui est ensuite multipliée par le taux du département et de la commune. La taxe est une recette d'investissement. Le choix du taux (entre 1 et 5%) reste de la compétence des communes. Le reversement à la communauté de communes doit être en lien avec la charge des équipements publics relevant sur le territoire de cette commune de la compétence de l'EPCI.

Le calcul doit donc être établi en rapport avec les investissements de la communauté de communes fait sur chaque commune. Le PLUi est considéré comme un investissement dont bénéficie chaque commune. En termes de calendrier, la délibération des communes et de la CCTVV s'applique pour l'année 2022 pour le partage du produit 2022. Les communes doivent prévoir les crédits budgétaires au compte 10226 et mandater ce reversement avant le 31/12/2022. La CCTVV devra aussi titrer ce reversement avant le 31/12/2022 dès que les communes auront fourni le montant du produit.

Les règles continueront à s'appliquer en 2023. Si les communes veulent changer le taux, il devra être voté avant le 01/07/2023 et ne s'appliquera que pour le produit 2024. Il y a une convention type entre

chaque commune et la CCTVV qui doit aussi être votée et signée avant le 31/12/2022. Il revient aux communes de la remplir.

M. CHAMPIGNY indique que le partage est entendable et bénéficie à tout un territoire.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **APPROUVE** le partage du produit de la taxe d'aménagement communal selon la proposition ci-dessus
- **AUTORISE** le Président à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention sur le partage du produit de la taxe d'aménagement (convention type jointe en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation)

7) Attributions de compensation définitives 2022

M. MOREAU expose qu'il convient de fixer les attributions de compensation définitives 2022, identiques aux attributions de compensation provisoires transmises aux communes en février 2022.

Ainsi, le tableau des AC définitives 2022 est dressé en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **FIXE** les attributions de compensation définitives à partir de 2022

8) Budget général : DM n°8 en fonctionnement

M. MOREAU expose des insuffisances de crédits à différents chapitres de la section de fonctionnement.

DESIGNATION	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Remarques
022 Dépenses imprévues	69 800 €		284 231 € au BP22
Total Chap. 022	69 800 €		
D 615221 Entretien et réparations bâtiments publics		30 000 €	+ 27 500 € de travaux /BP dans les MSP
D 615232 Entretien et réparations de réseaux		25 000 €	25 000 € de câbles volés ZA Richelieu
Total Chap. 011		55 000 €	
D 6218 Autre personnel extérieur		5 000 €	Marge de manœuvre pour fin d'année
Total Chap. 012		5 000 €	
D 65733 Département		5 300 €	ADIL et FSL
D 65888 Autres		3 500 €	Nouvelle version logiciel ADS et Abattoir
D 6574 Subventions		1 000 €	Fin dossiers Termites
Total chap. 65		9 800 €	
TOTAUX		69 800 €	

Les membres du Bureau ont émis un avis favorable sur cette question.

**Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité**

- **APPROUVE** la décision modificative n°8 ci dessus

9) Budget général : DM n°9 en fonctionnement

M. MOREAU expose qu'il convient de régulariser des écritures liées à un emprunt de la CAF. En effet un emprunt CAF a été titré en fonctionnement alors que c'était une recette d'investissement fin 2017. En outre, en 2021 une seconde somme a été inscrite en investissement, mais pas au bon article.

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
 FONCTIONNEMENT				
D-023-01 : Virement à la section d'investissement	25 373.79 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	25 373.79 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-673-01 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0.00 €	25 373.79 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	0.00 €	25 373.79 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	25 373.79 €	25 373.79 €	0.00 €	0.00 €
 INVESTISSEMENT				
R-021-01 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	25 373.79 €	0.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	25 373.79 €	0.00 €
D-1328-01 : Autres	0.00 €	3 330.08 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 13 : Subventions d'investissement	0.00 €	3 330.08 €	0.00 €	0.00 €
R-16818-01 : Autres prêteurs	0.00 €	0.00 €	0.00 €	28 703.87 €
TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées	0.00 €	0.00 €	0.00 €	28 703.87 €
Total INVESTISSEMENT	0.00 €	3 330.08 €	25 373.79 €	28 703.87 €
Total Général		3 330.08 €		3 330.08 €

**Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité**

- **APPROUVE** la décision modificative n°9 ci-dessus

10) Budget général : DM n°10 en fonctionnement

M. MOREAU expose qu'il convient de régulariser des écritures liées aux amortissements 2022 des comptes 204 (travaux SIEL et Wifi sur Richelieu)

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-023-01 : Virement à la section d'investissement	6 067.83 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	6 067.83 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6811-01 : Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles	0.00 €	6 067.83 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00 €	6 067.83 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	6 067.83 €	6 067.83 €	0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT				
R-021-01 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	6 067.83 €	0.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	6 067.83 €	0.00 €
R-28041512-01 : GFP de rattachement - Bâtiments et installations	0.00 €	0.00 €	0.00 €	3 867.83 €
R-28041642-01 : SPIC - Bâtiments et installations	0.00 €	0.00 €	0.00 €	2 200.00 €
TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00 €	0.00 €	0.00 €	6 067.83 €
Total INVESTISSEMENT	0.00 €	0.00 €	6 067.83 €	6 067.83 €
Total Général		0.00 €		0.00 €

**Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité**

- **APPROUVE** la décision modificative n°10

11) Budget général : DM n°11 en fonctionnement

M. MOREAU expose que ce sont des intégrations d'études (étude ferroviaire voie verte, complexe sportif, sur les MSP de Sainte-Maure-de-Touraine et l'île Bouchard) et de publications de marchés à intégrer dans l'actif car elles ont, finalement, été suivies de travaux.

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
D-2113-01 : Terrains aménagés autres que voirie	0.00 €	34 242.88 €	0.00 €	0.00 €
D-21318-01 : Autres bâtiments publics	0.00 €	5 309.65 €	0.00 €	0.00 €
D-2132-01 : Immeubles de rapport	0.00 €	816.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2138-01 : Autres constructions	0.00 €	2 998.51 €	0.00 €	0.00 €
D-2158-01 : Autres installations, matériel et outillage techniques	0.00 €	679.33 €	0.00 €	0.00 €
R-2031-01 : Frais d'études	0.00 €	0.00 €	0.00 €	34 242.88 €
R-2033-01 : Frais d'insertion	0.00 €	0.00 €	0.00 €	9 803.49 €
TOTAL 041 : Opérations patrimoniales	0.00 €	44 046.37 €	0.00 €	44 046.37 €
Total INVESTISSEMENT	0.00 €	44 046.37 €	0.00 €	44 046.37 €
Total Général		44 046.37 €		44 046.37 €

**Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité**

- **APPROUVE** la décision modificative n°11

12) Budget général : DM n°12 en fonctionnement

M. MOREAU expose que la CCTVV a acheté un terrain à BPI pour y installer la bâche à incendie à 1 € symbolique or le terrain a été estimé à 10 500 €. Il y a donc des écritures d'ordre à régulariser.

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
D-020-01 : Dépenses imprévues (investissement)	1.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 020 : Dépenses imprévues (investissement)	1.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2111-01 : Terrains nus	0.00 €	10 499.00 €	0.00 €	0.00 €
R-1328-01 : Autres	0.00 €	0.00 €	0.00 €	10 499.00 €
TOTAL 041 : Opérations patrimoniales	0.00 €	10 499.00 €	0.00 €	10 499.00 €
D-2111-01 : Terrains nus	0.00 €	1.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	0.00 €	1.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	1.00 €	10 500.00 €	0.00 €	10 499.00 €
Total Général		10 499.00 €		10 499.00 €

**Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité**

- **APPROUVE** la décision modificative n°12

13) Budget général : DM n°3 à 7 en investissement

M. MOREAU expose des insuffisances de crédits pour différentes opérations de la section d'investissement.

DESIGNATION	DEPENSES INVESTISSEMENT	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
Op 2036 Mobilier, matériel, véhicules		+ 10 000 €
Op 2016 Equipement informatique	- 10 000 €	
Op 1127 Gare Richelieu, chap 023		+ 432 €
Op 2032, Maison des associations solidaires		+ 13 860 €
Op 4002, bâtiment ancien SDIS		+ 3 405 €
Dépenses imprévues, chap 020	- 17 697 €	
TOTAL	- 22 697 €	+ 22 697 €

DM Investissement/fonctionnement : régularisation compte 4812

Le SGC de chinon demande à la CCTVV de régulariser le compte 4812 « Frais d'acquisition des immobilisations », lequel présente un solde 3 218.96€. Cette inscription provient de l'étalement sur 10 ans de diverses assurance dommages constatées entre 2000 et 2010 par la CC Pays de Richelieu. La durée d'étalement étant achevée, il convient d'épurer ce compte. Les inscriptions budgétaires n'ayant pas été prévues lors de l'élaboration du BP 2022, il est nécessaire d'augmenter les crédits au 6812 chapitre 042 en dépenses ainsi que les crédits de l'article 4812 chapitre 040 pour un montant de 3 218.96€, afin de pouvoir émettre le mandat et le titre correspondants.

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-023-01 : Virement à la section d'investissement	3 219.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	3 219.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6812-01 : Dotations aux amort. des charges de fonctionnement à répartir	0.00 €	3 219.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00 €	3 219.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	3 219.00 €	3 219.00 €	0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT				
R-021-01 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	3 219.00 €	0.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	3 219.00 €	0.00 €
R-4812-01 : Frais d'acquisition des immobilisations	0.00 €	0.00 €	0.00 €	3 219.00 €
TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00 €	0.00 €	0.00 €	3 219.00 €
Total INVESTISSEMENT	0.00 €	0.00 €	3 219.00 €	3 219.00 €
Total Général		0.00 €		0.00 €

**Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité**

- **APPROUVE** les décisions modificatives ci-dessus n°3 à 7

14) Passage à la nomenclature comptable M57

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 106 III de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015 portant application du III de l'article 106 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU l'avis favorable du comptable, en date du 3 juin 2022

Considérant

- que l'instruction budgétaire et comptable M57 a été conçue pour permettre d'améliorer la lisibilité et la qualité des budgets et des comptes publics locaux ;
- que l'instruction M57 est la seule instruction intégrant, depuis 2018, les dernières dispositions normatives examinées par le Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP) ;
- qu'une généralisation de l'instruction M57 à toutes les catégories de collectivités locales devrait intervenir au 1er janvier 2024 ;
- qu'en application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 106, les collectivités qui le souhaitent ont la possibilité d'anticiper l'échéance du 1er janvier 2024 en optant pour le cadre budgétaire et comptable M57 ;

- qu'il apparaît pertinent, pour la Communauté de Communes Touraine Val de Vienne, compte-tenu d'une part de l'intérêt d'utiliser une nomenclature budgétaire et comptable renouvelée, et d'autre part du calendrier budgétaire 2022, d'adopter la nomenclature M57 au 1er janvier 2023 ;
- que conformément à l'article 1 du décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015, la Commune a sollicité l'avis du comptable public, et que cet avis est favorable (lettre de Monsieur le Comptable Public du Service de Gestion Comptable de Chinon en date du 3 juin 2022) ;

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver le passage de la Communauté de Communes Touraine Val de Vienne à la nomenclature M 57 à compter du 1er janvier 2023.

Les membres du Bureau ont émis un avis favorable sur cette question.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **APPROUVE et AUTORISE** la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter de l'exercice 2023 en lieu et place de la nomenclature budgétaire et comptable M14 de la commune de Communauté de Communes Touraine Val de Vienne.
- **AUTORISE** le Président à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

15) Abattoir de Bourgueil : Participation rachat matériel

M. MOREAU explique que, suite à la mise en liquidation de la SCIS ABS, l'abattoir de Bourgueil s'est retrouvé sans repreneur. Cependant, le Conseil Régional, le Conseil Départemental, la Métropole, les communautés de communes ainsi que la Chambre d'Agriculture d'Indre et Loire ont décidé de se mobiliser pour retrouver un repreneur à cet outil structurant pour les filières courtes d'Indre et Loire et du Maine et Loire.

Ainsi, afin de ne pas démanteler l'outil de production, la Chambre d'Agriculture d'Indre et Loire s'est portée acquéreur de la chaîne d'abattage et propose que toutes les collectivités se mobilisent pour participer au financement du rachat d'un montant de 100 000 €. La participation sollicitée auprès de la Communauté Communes Touraine Val de Vienne serait de 3 000 €.

Un dossier sur l'abattoir de Bourgueil (annexe 110), ainsi que le courrier de la Chambre d'Agriculture (annexe 111) ont été joints à la convocation.

Les membres du Bureau n'ont pas émis d'avis sur cette question, les avis étant partagés.

M. PIMBERT indique que le bâtiment appartient à la CCTOVAL. Le sujet à débattre concerne les équipements qui sont à l'intérieur. La proposition est de maintenir l'outil en l'état. Les collectivités veulent éviter une vente à la découpe et être capable de rebondir en cas d'une éventuelle reprise.

M. CHAMPIGNY estime que l'abattoir de Bourgueil a été très mal géré. Des éleveurs du territoire se dirigent désormais vers des abattoirs hors du département. La Chambre d'Agriculture doit mobiliser les producteurs locaux pour trouver une solution locale. Pour la somme demandée de 3 000€ qui reste raisonnable, l'avenir est préservé.

M. BIGOT demande pourquoi il y aurait une viabilité plus tard alors que ce n'est pas viable aujourd'hui. La somme globale est tout de même conséquente et c'est de l'argent public qui sera perdu.

M. BIGOT précise qu'en tant qu'éleveur, ses bêtes ne sont pas abattues à Bourgueil, et les éleveurs ne reviendront plus en arrière. De plus, on ne fait plus les transports pour emmener une ou deux vaches sur un petit abattoir. Désormais, ce sont des camions complets qui partent.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (29 pour, 8 contre, 9 abstentions)

- **APPROUVE** la participation de la CCTVV au financement de l'outil de production à verser à la Chambre d'Agriculture
- **CHARGE** le Président de signer toute pièce afférente à ce dossier

16) Compte rendu annuel à la Collectivité 2021 de la SET

M. MIGNET (Directeur de la SET) et Mme BONJOUR (chargé d'opération) sont venus présenter le Compte-Rendu Annuel 2021 à la Collectivité (CRACL joint en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation). L'année 2021 a été marquée par :

- La vente signée le 20 avril 2021, la construction ainsi que l'ouverture d'un magasin de l'enseigne ALDI,
- La signature d'une promesse de vente avec le groupe AGRIAL (LaMaison.fr), le 22 octobre 2021,
- La réalisation d'un corridor écologique au cours du mois de novembre 2021,
- La signature d'un acte de vente avec le Département d'Indre-et-Loire, le 7 décembre 2021,
- La signature d'un acte de vente avec Mc Donald's France, le 21 décembre 2021.

La CCTVV avait inscrit à son budget une avance de trésorerie de 70 000 € au titre de l'exercice 2022. Pour sa mise en œuvre, un avenant n°4 à la convention d'avance précisant les modalités de sa gestion a été établi (joint en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation). D'un point de vue financier, la trésorerie de l'opération étant à l'équilibre, il sera proposé que cette avance soit la dernière consentie.

Il est rappelé que ces avances cumulées (380 000 €) avaient pour objectif de compenser une trésorerie largement négative de l'opération jusqu'en 2020. Elles pourront être remboursées à la collectivité en fonction du bilan définitif de l'opération.

Les membres du Bureau ont émis un avis favorable sur cette question.

M. MOREAU indique qu'il y aura des travaux de viabilisation d'ici peu. L'aménagement de cette ZA aura duré 15 ans puisqu'elle a commencé en 2007.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **APPROUVE** le CRACL 2021 présenté en annexe
- **APPROUVE** le projet d'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie,
- **AUTORISE** M. le Président à signer tout document nécessaire au versement de l'avance de trésorerie.

17) Participation de Draché à l'EMI

La CCTVV supporte seule les frais de fonctionnement de l'Ecole de Musique Intercommunale (EMI), déductions faites des subventions obtenues par le Conseil Départemental d'Indre-et-Loire et de la participation des élèves.

La commune de DRACHE, qui n'est pas membre de la CCTVV, a voté en séance du conseil municipal du 4 avril 2022 une participation financière à hauteur de 82 € par enfant mineur originaire de Draché, inscrit à l'EMI pour l'année scolaire 2022-2023.

Le tarif appliqué pour les élèves habitant la commune de Draché (tarif hors commune) sera diminué de 50 % du montant de la participation financière de la commune de résidence (41 €).

Les autres 50 % (41 €) seront affectés au budget de fonctionnement de l'EMI.

Les membres du Bureau ont émis un avis favorable sur cette question.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

- **APPROUVE** les termes de la délibération
- **AUTORISE** le Président à la signer

18) Financement du projet « achèvement de la piste cyclable communautaire des Passerelles à la gare de Noyant-de-Touraine »

M. Etienne MARTEGOUTTE expose le projet d'achèvement de la piste cyclable communautaire de l'entrée de Noyant-de-Touraine à la gare, partie qui n'avait pas été encore réalisée. L'opportunité actuelle est le projet global de requalification du quartier de la gare par la commune de Noyant-de-Touraine.

Le projet a été présenté en commission « services au public » du 8 novembre 2022 et le diaporama est joint en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation.

M. Serge MOREAU confirme que ce projet qui murissait au sein de la commune de Noyant-de-Touraine a été inscrit dans la PPI de la prospective financière à hauteur de 300 000 €.

Une fois les subventions déduites, le montant prévisionnel des travaux est de 184 063 €.

Les membres du Bureau ont émis un avis favorable sur cette question.

M. CHAMPION-BODIN souligne que ce projet de requalification du site de la gare de Noyant de Touraine concerne la sauvegarde du commerce local, le site de la gare, la salle des fêtes et la piste cyclable qui s'arrête actuellement en début de bourg. Pour cette piste, le projet consiste à la poursuivre jusqu'à la gare.

M. MARTEGOUTTE précise qu'une convention sera soumise prochainement au conseil communautaire pour valider la répartition des subventions entre la commune et la CCTVV, définir les modalités d'entretien et les travaux de remise en état éventuels.

M. PIMBERT rappelle que la prospective financière avait réservé une enveloppe de 200 000 € pour ce projet. Ces travaux permettront de terminer une piste cyclable qui avait été commencée par l'ancienne communauté de communes de Sainte-Maure de Touraine pour arriver à la gare en sécurité.

**Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité**

- **APPROUVE** le projet d'achèvement de la piste cyclable communautaire de l'entrée de Noyant-de-Touraine à la gare dont le reste à charge communautaire devrait être de 184 603 €, subventions déduites
- **AUTORISE** le Président à préparer une convention de financement à la commune de Noyant-de-Touraine, maître d'ouvrage du projet global.

19) Projet d'extension de la MSP du Bouchardais : intégration à la PPI

M. Etienne MARTEGOUTTE rappelle que le projet d'extension de la Maison de Santé Pluridisciplinaire du Bouchardais (666 m²) a été présenté lors de la Conférence des Maires du 14 juin dernier. Le PV, et le diaporama qui l'accompagnait, sont transmis en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation.

A ce jour, le plan de financement pourrait être le suivant (à confirmer) :

Type de dépenses	En € HT	Type de recettes prévisionnelles	En € TTC
Modification de l'existant	21 000 €	Contrat de Plan Etat-région* (50% d'une dépense subventionnable plafonnée par type de professionnel de santé et dont majoration ORT	687 000 €
Extension des locaux	2 404 000 €		
Aménagements extérieurs	108 000 €	Département	300 000 €
Maîtrise d'œuvre	278 000 €	Europe (?)	?
Etudes complémentaires	53 000 €	Emprunt et autofinancement CCTVV	1 877 000 €
TOTAL DEPENSES	2 864 000 € HT	TOTAL RECETTES	2 864 000 €

*Extrait du cahier des charges du CPER : « *l'Etat et la Région s'engagent à apporter, dans la limite des crédits disponibles et toutes sortes de financement confondues (DSIL, DETR, FEDER; Contrats territoriaux...) 50% d'une dépenses subventionnable plafonnée* ».

Une recherche complémentaire de subventions européennes pourra être cependant réalisée (réunion préfectorale du 08/12/2022).

Pour mémoire, le travail de perspectives financières de juillet 2022 a été fait pour connaître la capacité financière de la CCTVV à financer un tel projet. Ce projet est ainsi finançable par la CCTVV dans les conditions prévues dans la prospective financière (reprise de l'endettement en 2024 et 2025 et prélèvement sur le Fonds de Roulement).

Les membres du Bureau ont émis un avis favorable sur cette question.

M. MARTEGOUTTE indique que la maison de santé est passée de 7 professionnels de santé à 14. La perspective est d'en accueillir encore 8 autres, avec de nouvelles disciplines. L'ADAC a été sollicitée pour réaliser une étude de faisabilité.

Mme MANSION-BERJON précise que le logement étudiant est désormais utilisé par la sage-femme. L'étudiant est actuellement logé à la maison de santé de Richelieu. Une coordinatrice et une assistante médicale occupent la salle de réunion faute de bureau. Le projet consiste aussi à accueillir une annexe de la clinique Vinci pour la kiné respiratoire du souffle (composée de 4 kinés), un podologue, une diététicienne et une orthophoniste. Des bureaux en attente sont prévus pour pouvoir saisir des opportunités d'installation. A l'échelle communautaire, le projet prévoit aussi des cabinets de second recours pour faciliter l'intervention de spécialistes sur le territoire. Un autre objectif poursuivi concerne l'éducation thérapeutique du patient, c'est-à-dire une prise en charge plus globale. Le projet veut aussi faciliter la prise en charge des soins non programmés. La maison de santé devra fournir un projet de santé autour duquel s'articulera le projet architectural.

Mme MANSION-BERJON indique que la subvention CPER prend en compte les professionnels de santé déjà installés en plus de ceux qui s'installeront d'ici le dépôt du projet, ce qui est favorable pour la CCTVV. Par ailleurs, la santé devrait faire partie du plan FEADER.

M. MARTEGOUTTE indique que ce projet est majeur pour le territoire dans les 10 à 15 années qui viennent.

M. CHAMPIGNY estime que le coût prévisionnel de l'ADAC de 5 000 €/m² est exorbitant. Cela fait 3M€ pour 600m². La maison de santé de Sainte-Maure de Touraine a coûté la moitié de ce budget. Cela ne remet pas en cause cependant les objectifs du projet qu'il soutient.

M. MARTEGOUTTE précise que des marges ont certainement été prises par l'ADAC ainsi que les aléas dus au PPRI.

M. PIMBERT rappelle que la CCTVV affiche clairement sa volonté d'équiper le territoire d'un système de santé performant. Ce projet est d'utilité communautaire afin de renforcer l'attractivité du territoire. Le montant estimatif de l'ADAC a tenu compte de la programmation attendue par les professionnels de santé. Il est vrai que ce budget verrouille la capacité financière de la CCTVV pendant au moins 3 ans. M. PIMBERT précise que dans ce projet il y a les usagers, les professionnels de santé mais il y a aussi la collectivité. Il s'agit de trouver un accord entre tout le monde pour définir les conditions de réalisation et les modalités de fonctionnement.

Mme BROTIER demande si le potentiel de patientèle est suffisant sur le territoire pour installer une kiné du souffle.

M. PIMBERT indique cet aspect a été pris en compte par les kinés.

M. LIARD confirme que c'est un bassin de population plus large que la CCTVV qui sera intéressé par cette rééducation du souffle. C'est une nouvelle organisation du système de santé en France qui se dessine et qui va travailler beaucoup plus sur le système ambulatoire pour décharger le système hospitalier. Il y a aussi une évolution de la prise en charge. Pendant longtemps, il s'agissait d'apporter une réponse chimique, c'est-à-dire avec les médicaments. On sait maintenant qu'on doit avoir une prise en charge plus globale dans des secteurs très différents, la rééducation du souffle, la prise en charge des Parkinsons, des Alzheimers... Ces secteurs se spécialisent et se territorialisent.

M. PIMBERT souligne qu'il conviendra aussi d'aborder et d'articuler les relations avec les cabinets de kinés privés installés à Panzoult.

M. LIARD indique qu'on distingue les maisons de santé pluridisciplinaires et les pôles de santé. A l'Île Bouchard, le pôle de santé intègre les kinés de Panzoult, les pharmacies et la maison de santé qui fonctionnent de manière coordonnée.

M. MARTEGOUTTE précise que ce projet a reçu un avis favorable à l'unanimité de la commission.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **APPROUVE** le projet d'extension de la MSP du Bouchardais
- **AUTORISE** le Président à poursuivre l'avancée du projet (signature acquisition des terrains, études ADAC, etc)

20) Remboursements de charges exceptionnelles aux MSP

M. Etienne MARTEGOUTTE expose qu'une fuite entre le compteur d'eau et le bâtiment sur le réseau enterré a occasionné sur 2 ans 2 163 € de surcoût sur les factures d'eau. Les professionnels de santé de la MSP du Bouchardais sollicitent le remboursement de cette somme.

Par ailleurs, une dépense d'entretien de bâtiment qui aurait dû être à la charge du propriétaire a été faite, par mégarde, par une professionnelle de santé pour un montant de 145.30 €. La SCM de la MSP du Pays de Richelieu sollicite le remboursement de cette somme.

Les membres du Bureau ont émis un avis favorable sur cette question.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **APPROUVE** le remboursement de 2 163 € à la MSP du Bouchardais et de 145.30 € à la MSP du Pays de Richelieu.

21) DSP Camping de Marcilly

Le Conseil communautaire, lors de sa séance du 27 juin 2022, s'est prononcé pour le principe d'une nouvelle délégation de service public du camping communautaire pour la période de 2023 à 2027. Une consultation a été lancée en septembre. Un seul pli a été reçu.

Le 24 octobre 2022, la commission de délégation de services publics a examiné le contenu du dossier de la SAS Camping de la Motte, conformément aux exigences prévues dans l'article L1411-5 du CGCT et à l'avis d'appel public à concurrence.

Le candidat a ensuite remis les documents et informations complémentaires le 26 octobre.

Le rapport joint en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation, établi en application de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, après un rappel de la présentation du candidat ayant déposé une offre, synthétise l'analyse de l'offre finale compte tenu des principaux points abordés au cours de la négociation, présente les motifs du choix du candidat SAS Camping de la

Motte qu'il est proposé de retenir au regard des critères énoncés dans le règlement de consultation et expose l'économie générale du contrat.

La vice-Présidente rappelle que le rapport a été envoyé aux conseillers communautaires le 4 novembre dernier.

Sur la base de ce même article, l'assemblée délibérante est saisie du choix de l'entreprise pour approbation.

Les membres du Bureau ont émis un avis favorable sur cette question.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **SE PRONONCE** pour retenir la SAS Camping de la Motte comme délégataire de la concession de service public du camping communautaire de Marcilly sur Vienne à partir du 01/01/2023.
- **AUTORISE** le Président à signer le contrat de concession avec l'entreprise retenue

22) Gîte Ligré : avenant 1 convention de prestation de services

Par délibération du conseil communautaire en date du 27/07/2020, une convention de prestation de services a été passée avec la commune de Ligré pour la gestion du gîte de la gare. Cette convention confie à la commune la gestion du quotidien, des arrivées et des départs des groupes, de l'entretien courant et des petites réparations.

L'article 5-4 prévoit qu'une avance représentant 50 % des dépenses prévisionnelles assurées par la commune selon l'annexe 1 pourra lui être versée annuellement par la CCTVV, sur demande.

Toutefois, l'annexe 1 de la convention comporte indistinctement des dépenses réalisées par la commune ou la CCTVV.

Par mesure de simplification et avec le recul des premières années de fonctionnement, il est proposé de définir un montant d'avance fixe que la CCTVV pourra verser annuellement à la commune de Ligré. En prenant pour base le seul exercice comptable complet depuis l'ouverture du gîte, soit l'année 2021, le montant des dépenses effectuées par la commune s'est élevé à 6 839.62 €.

Ainsi, il est proposé de modifier la convention par un avenant n°1, joint en annexe de la note de synthèse envoyée avec la convocation, fixant le montant de l'avance annuelle à 3 500 €.

Les membres du Bureau ont émis un avis favorable sur cette question.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **FIXE** le nouveau montant de l'avance annuelle pour pourra demander la commune de Ligré à 3 500 €,
- **APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention de prestation de services avec la commune de Ligré relatif au nouveau montant de l'avance, figurant en annexe,
- **AUTORISE** le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

23) Modification du tableau des emplois

Transports scolaires

Par délibération du 19 septembre 2022, les quotités de travail des accompagnatrices de transport scolaire ont été modifiés afin de s'adapter aux nouveaux temps de parcours pour l'année scolaire 2022-2023.

Sur le circuit SO7_5 Braslou - Razines - Faye la Vineuse, ce temps a de nouveau été modifié en octobre. Il convient donc de réajuster la quotité de travail pour l'emploi dédié à ce circuit.

Il est proposé de :

- MODIFIER l'emploi modifié par délibération en date du 19/09/2022, en portant le temps de travail de 6,72/35^{ème} à 7,24/35^{ème}.

Ecole de Musique Intercommunale

A la rentrée 2022, l'Ecole de Musique Intercommunale a fait face à plusieurs départs d'agents, titulaires et contractuels. Selon les profils des agents nouvellement recrutés, les missions de formation musicale et/ou d'intervenant en milieu scolaire ont été réparties différemment.

Afin de répondre à ces différents, il est proposé de modifier les postes de la façon suivante :

- SUPPRIMER l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe (chant – éveil musical – IMS et formation musicale) à 20/20^{ème}, créé par délibération en date du 23/07/2018 ;
- MODIFIER l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe (IMS et formation musical) créé par délibération du 24/09/2018, en portant la quotité de travail de 9,75/20^{ème} à 11,75/20^{ème} (IMS et formation musical) ; ce poste est actuellement pourvu par un agent contractuel.
- MODIFIER l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe (clarinette) créé par délibération du 30/05/2016, en portant la quotité de travail de 4/20^{ème} à 7,5/20^{ème} (clarinette et formation musicale) ; ce poste est actuellement pourvu par un agent titulaire ;
- MODIFIER l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe (guitare) créé par délibération du 30/05/2016, en portant la quotité de travail de 8/20^{ème} à 19/20^{ème} (guitare + IMS) ; ce poste est actuellement pourvu par un agent contractuel ;
- MODIFIER l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe (IMS) modifié par décision du Président du 29/06/2020, en portant la quotité de travail de 16/20^{ème} à 18,5/20^{ème} (IMS) ; ce poste est actuellement pourvu par un agent contractuel ;
- MODIFIER l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe (trompette) créé par délibération du 25/07/2022, en portant la quotité de travail de 4/20^{ème} à 4,5/20^{ème} (trompette) ; ce poste est actuellement pourvu par un agent contractuel ;

Relais Petite Enfance

Au cours du Conseil communautaire, il a été présenté en questions diverses que l'association HA GA RI avait informé la CCTVV ne plus souhaiter assumer la gestion du Relais Parents Enfants de Richelieu.

Vu les compétences de la CCTVV dans ce domaine, et vu la gestion en régie directe des deux autres RPE à l'Île Bouchard et Sainte Maure de Touraine, il est cohérent que la CCTVV reprenne le RPE de Richelieu en gestion directe et ce à compter du 1^{er} janvier 2023.

Il est proposé de :

- **CREER** un emploi permanent d'animatrice de Relais Petite Enfance à temps non complet 17/35^{ème}, en référence au cadre d'emploi des Moniteurs-éducateurs et intervenants familiaux (B). Il est précisé que cet emploi sera pourvu par la personne actuellement salariée d'HA GA RI, sous le statut d'agent en CDI.

Le tableau détaillé des emplois, avant et après prise en compte de ces modifications, a été joint avec la convocation.

Le Conseil communautaire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

- **APPROUVE** la modification d'un emploi permanent d'accompagnatrice de transport scolaire en portant le temps de travail de 6,72/35^{ème} à 7,24/35^{ème} à compter du 1^{er} décembre 2022 ;
- **SUPPRIME** l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe (chant – éveil musical – IMS et formation musicale) à 20/20^{ème}, créé par délibération en date du 23/07/2018 ;
- **APPROUVE** la modification d'un emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe (IMS et formation musicale) créé par délibération du 24/09/2018, en portant le temps de travail de 9,75/20^{ème} à 11,75/20^{ème} (IMS et formation musicale) à compter du 1^{er} décembre 2022 ;
- **APPROUVE** la modification d'un emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe (clarinette) créé par délibération du 30/05/2016, en portant la quotité de travail de 4/20^{ème} à 7,5/20^{ème} (clarinette et formation musicale) à compter du 1^{er} décembre 2022 ;
- **APPROUVE** la modification d'un emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe (guitare) créé par délibération du 30/05/2016, en portant la quotité de travail de 8/20^{ème} à 19/20^{ème} (guitare + IMS) à compter du 1^{er} décembre 2022 ;
- **APPROUVE** la modification d'un emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe (IMS) modifié par décision du Président du 29/06/2020, en portant la quotité de travail de 16/20^{ème} à 18,5/20^{ème} (IMS) à compter du 1^{er} décembre 2022 ;
- **APPROUVE** la modification d'un emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe (trompette) créé par délibération du 25/07/2022, en portant la quotité de travail de 4/20^{ème} à 4,5/20^{ème} (trompette) à compter du 1^{er} décembre 2022 ;
- **CREE** un emploi permanent de moniteur-éducateur et intervenant familial (animateur Relais Petite Enfance) à temps non complet (17/35^{ème}) à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- **APPROUVE** les modifications (n°2022-05) du tableau des emplois annexé ci-joint.

24) Questions et informations diverses

Décisions du Président prises dans le cadre de ses délégations depuis le dernier conseil :

- **DP 2022-055 (exécutoire le 20/09/2022)** : Signature d'un bail dérogatoire avec Mme BON Lysiane, prestataire en soins de beauté, d'une durée d'un an (1er octobre 2022 – 31 octobre 2023), pour la location d'un local usage professionnel. Le loyer mensuel est établi à 80 € HT, soit 96 € TTC. A cela s'ajoutent les charges mensuelles fixées à 20 € HT, soit 24 € TTC.

- **DP 2022-056 (exécutoire le 30/09/2022)** : Attribution à l'entreprise PONT AUTOMOBILES de Chambray-les-Tours du marché de fourniture d'un véhicule neuf pour le service technique communautaire pour un montant de 25 005.54 € HT + taxes administratives de 383 € soit un total de 30 389.65 € TTC.
- **DP 2022-057 (exécutoire le 06/10/2022)** : Attribution à ITVL d'une participation de 520 €, correspondant à 13% du prêt de 4 000 € accordé à Mme Maëlle DELHAYE, par le Comité d'agrément du 17 mars 2022, dans le cadre de son projet de création d'activité (création/entretien de piscines) sur la commune de Sainte-Maure-de-Touraine.
- **DP 2022-058 (exécutoire le 06/10/2022)** : Attribution à ITVL d'une participation de 780 €, correspondant à 13% du prêt de 6 000 € accordé à Mme Morgane LEGROS, par le Comité d'agrément du 21 juillet 2022, dans le cadre de son projet de reprise d'activité (bar-tabac-restaurant) sur la commune de Champigny-sur-Veude.
- **DP 2022-059 (exécutoire le 11/10/2022)** : Modification de la décision 2022-040 et attribution d'une subvention de 10 000 € au lieu de 1 200 € au dossier LEC2022-E-07 au titre de travaux d'économie d'énergie et de la vacance dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.
- **DP 2022-060 (exécutoire le 14/10/2022)** : Décision modificative d'une régie d'avances installée auprès du service Enfance Jeunesse de la Communauté de communes Touraine Val de Vienne.
- **DP 2022-061 (exécutoire le 14/10/2022)** : Décision modificative d'une régie de recettes instituée auprès du service Enfance Jeunesse de la Communauté de communes Touraine Val de Vienne.
- **DP 2022-062 (exécutoire le 14/10/2022) annule et remplace la DP 2022-061**
- **DP 2022-063 (exécutoire le 17/10/2022)** : Attribution à l'entreprise ALPHA PEINTURE de Chaveignes, du lot n°4 « peinture et revêtement de sols » pour un montant de 24 837.49 € HT, soit 29 804.99 TTC en retenant la solution « sol en dalles clipsées ».